



Assemblée générale

Distr. générale
23 janvier 2001
Français
Original: anglais

Cinquante-cinquième session

Point 50 de l'ordre du jour

Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique

Lettre datée du 22 janvier 2001, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration que l'Ambassadeur Holbrooke a faite devant le Groupe des États d'Afrique, le 17 janvier 2001 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale.

Le Chargé d'affaires par intérim
(*Signé*) James B. **Cunningham**

**Annexe à la lettre datée du 22 janvier 2001,
adressée au Président de l'Assemblée générale
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission
des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration prononcée devant le Groupe des États
d'Afrique par l'Ambassadeur Richard C. Holbrooke,
Représentant permanent des États-Unis
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Auditorium Dag Hammarskjöld, 17 janvier 2001

Merci mille fois, Monsieur l'Ambassadeur, et merci aussi pour cette splendide occasion qui m'est offerte de dire au revoir à mes amis du Groupe des États d'Afrique, à tous ces autres ambassadeurs et à tous les amis qui sont venus ici aujourd'hui – ainsi qu'aux membres de mon équipe qui, eux, je le crains, ont reçu l'ordre de venir. Je veux vous remercier, Monsieur l'Ambassadeur, ainsi que l'Ambassadeur Kpostra, représentant du Président de l'OUA, de m'offrir cette occasion, et je voudrais aussi me joindre à vous pour remercier celui que vous appelez à juste titre « le chef », Arthur Mbanefo, mon ami, mon chef, de la merveilleuse réception qu'il a donnée hier soir. Je ne pense pas qu'il y ait à l'ONU un autre ambassadeur dont j'aurais préféré qu'il offre cette réception : Arthur Mbanefo, grand ambassadeur, grand ami et représentant d'un grand pays. Merci encore.

Le Groupe africain est le seul groupe régional auquel je vais m'adresser et, comme l'a dit l'Ambassadeur Juwayeyi, il est vrai que l'idée vient pour moitié de nous et pour moitié de l'invitation de l'OUA. Toutefois, je tenais à parler à l'Afrique, parce que, lors de ma confirmation au Sénat, il y a un an et demi, j'ai promis que l'Afrique serait prioritaire pour nous. Je voulais vous offrir à la fin de mon mandat une sorte de rapport sur ce que nous avons fait et sur ce que nous avons appris – je pense – et présenter quelques idées. Soyez assurés que, fidèle à ma réputation, je ne manquerai pas de faire quelques suggestions subversives.

Avant toute chose, cependant, permettez-moi de vous remercier de votre amitié, de vos conseils et de vos encouragements. Nous restons profondément attachés à notre programme de travail inachevé et, lorsque je serai revenu à « la vie civile », je continuerai à m'intéresser de très près aux affaires et aux questions africaines. Il nous reste deux jours et ma dernière réunion officielle à l'ONU sera la réunion publique du Conseil de sécurité consacrée au VIH/sida et au maintien de la paix – à laquelle, je l'espère, vous serez nombreux à assister. J'ai l'intention de parler très franchement à cette occasion de ce qui est à mon avis l'une des faiblesses de l'ONU et de ce que celle-ci fait pour lutter contre le sida, surtout chez les soldats de la paix qu'elle envoie dans le monde.

Je vais donc pour le moment laisser de côté la question du sida et je me consacrerai à d'autres questions intéressant l'Afrique. Avant toute chose, je voudrais dire trois choses, très simples, qui sont liées les unes aux autres :

L'Afrique compte.

L'ONU compte.

Les États-Unis ont considérablement renforcé leur appui à l'ONU et à l'Afrique ces deux dernières années.

S'agissant de l'Afrique, j'ai souvent entendu l'accusation « deux poids, deux mesures ». Je sais d'où elle vient. Je tiens à souligner qu'en ce qui me concerne à tout le moins il n'y a pas deux poids, deux mesures.

Lorsque je suis venu à New York, j'avais trois priorités déclarées : réforme du barème des quotes-parts et de l'ONU en général, Balkans et Afrique. Nous parlerons des Balkans demain au Conseil de sécurité. En ce qui concerne le barème des quotes-parts, notre action a été guidée par la nécessité de protéger l'ONU en réalisant des réformes essentielles.

Pour ce qui est de l'Afrique, j'avais besoin d'apprendre avant d'agir, et vous tous dans cette salle ainsi que d'autres, en particulier notre Secrétaire général, Kofi Annan, avez été les meilleurs des enseignants. Vous m'avez fait connaître la complexité de vos différents pays, vous m'avez appris à faire la différence entre les caractéristiques de chacun, ce que trop peu de gens en Amérique savent faire. Vous m'avez promis que, si je soutenais mon effort, vous me soutiendriez.

Quand j'ai annoncé que, pour mon premier grand voyage, j'irais en Afrique – encore que j'ai fait deux brefs voyages auparavant, l'un au Timor oriental et l'autre aux Balkans – et que j'ai précisé dans un premier temps que je me proposais uniquement d'aller écouter et apprendre, les ambassadeurs de la SADC sont venus me voir pour me dire que cela ne suffisait pas. Je ne pouvais pas me contenter d'apprendre et d'écouter, il fallait que je j'agisse. Vous aviez raison, et j'ai immédiatement accepté de changer ma mission. Je craignais que, si j'entreprenais une mission active avant de savoir quoi que ce soit de la région, vous – Messieurs les Ambassadeurs – ne disiez que c'était de l'arrogance américaine. C'est pour cela que j'avais décidé de jouer d'abord le rôle d'un étudiant, mais, quand vous m'avez dit de jouer le rôle d'un activiste, je vous ai écouté et j'ai fait ce que vous m'avez dit de faire, c'est-à-dire ne pas me contenter d'écouter, comme je l'avais fait dans d'autres parties du monde. Vous avez ouvert des portes pour moi dans tout le continent africain, et Kati et moi sommes allés dans 10 pays au cours de ce voyage. Je suis profondément reconnaissant de l'hospitalité que vous m'avez offerte et je tiens à présenter mes regrets aux pays qui m'ont demandé de venir et dans lesquels je n'ai pas encore eu l'occasion d'aller. Vous m'avez fait voir directement les crises et problèmes que vous rencontrez quotidiennement et, en fin de compte, vous m'avez montré la confiance et l'espérance que les Africains placent dans l'Organisation des Nations Unies et dans les États-Unis.

Nous sommes allés d'abord au Mali, puis en Angola. Le contraste n'aurait pas pu être plus grand. Au Mali, où j'ai été accueilli par mon ami Moctar Ouane et par le Président Konare, nous avons vu une structure politique solide et – malgré la pauvreté – des progrès admirables. En Angola, par contre, la situation est sans doute l'une des pires que j'aie jamais vues, la pire sans doute pour ce qui est du sort de la population. J'ai vu ce que vous connaissez tous – un pays en guerre contre lui-même depuis 1961, malgré trois grands processus de paix, cinq opérations des Nations Unies et des milliards de dollars d'aide humanitaire, des gens qui continuent de souffrir, le taux de mortalité infantile le plus élevé du monde, et tout cela dans un pays qui fournit au nôtre 7 % de son pétrole et qui reçoit des milliards de dollars en devises étrangères.

Comme les évêques angolais l'ont noté dans leur lettre pastorale, ce sont les gens qui souffrent lorsque le pétrole et les diamants alimentent la lutte pour le pouvoir. Les superpuissances ont transformé ce splendide pays en un champ de bataille où mener la guerre froide; lorsque celle-ci a pris fin, que, finalement, la politique américaine a changé et que nous avons cessé de jouer avec Savimbi, on a pu espérer que la situation allait s'améliorer, mais elle est encore terrible. J'ai vu par moi-même une partie des 2 millions et demi de personnes déplacées en Angola qui ne relèvent pas du mandat du HCR. C'est ce voyage en Angola, plus que quoi que ce soit d'autre, qui a fait que nous n'avons cessé de faire campagne pour que le HCR assume la responsabilité des réfugiés internes, ceux qu'on appelle les personnes déplacées dans leur propre pays, et je vous adjure, mes amis, de ne pas abandonner cet effort. J'ai parlé au nouveau Haut Commissaire, le Premier Ministre Lubbers, de cette question. Il est donc lui-même saisi de la question, le Secrétaire général lui aussi; je trouve scandaleux que les membres d'autres bureaucraties viennent me voir pour me dire qui est en faute ou qui est responsable. Ils n'ont qu'à se consulter et désigner pour chaque pays l'organisation chef de file chargée des déplacés. Dans la plupart des cas, ce devrait être le HCR, mais, si ce n'est pas lui, que ce soit quelqu'un d'autre. Simplement, qu'on ne se contente pas de discuter à perte de vue à New York et à Genève en lançant des accusations.

En Angola, j'ai vu un gouvernement corrompu et incompetent aux prises avec une insurrection malfaisante, ni l'un ni l'autre ne se souciant des intérêts des Angolais. J'ai rencontré un jeune journaliste, Rafael Marques, qui a passé 38 jours en prison pour avoir publié un article attaquant la corruption en haut lieu. J'ai rencontré un prêtre qui avait été torturé par la police secrète du régime colonial, mais qui avait quand même consacré le reste de sa vie à lutter pour la justice sociale. Et j'ai rencontré des hommes et des femmes de bonne volonté, au Gouvernement et dans la société civile, qui voulaient joindre leurs efforts pour instaurer une paix juste et durable.

L'Angola incarne les énormes problèmes et le vaste potentiel de votre grand continent et il ne doit pas être oublié. Étant donné les dimensions du problème angolais, je suis étonné de constater que très souvent les gens, voulant faire le tour des points chauds dans le monde, énumèrent une cinquantaine de problèmes et ne mentionnent même pas l'Angola, alors que c'est sans doute le pays dont la population souffre depuis le plus longtemps.

Ce voyage et celui que nous avons fait dans huit autres pays d'Afrique ont suscité de nombreuses idées. L'idée d'étudier la question du VIH/sida, celle de consacrer le mois de janvier de l'année dernière à l'Afrique, lorsque les États-Unis présidaient le Conseil de sécurité, et bien d'autres encore. En proclamant « Mois de l'Afrique » le mois de janvier de l'année dernière, le premier mois du nouveau millénaire, nous avons dit que nous pensions que ce serait « l'Année de l'Afrique » à l'ONU – et c'est ce qui s'est passé. Nous avons consacré du temps à l'Afrique et, si je ne peux prétendre que nous avons réglé ses problèmes – j'y reviendrai dans un moment –, nous avons tenu parole, nous avons gardé l'Afrique au premier plan de nos préoccupations.

Ce faisant, nous avons élargi la portée traditionnelle des délibérations du Conseil de sécurité comme cela n'avait jamais été fait. Lorsque le Vice-Président Gore, il y a exactement un an, a présidé le premier débat que le Conseil de sécurité ait jamais tenu sur des questions de santé – malgré les objections véhémentes de

nombreux traditionalistes, y compris certains de mes propres collaborateurs –, nous avons fait admettre que les définitions étroites de la sécurité qui avaient cours en 1945 n'étaient plus valables dans notre monde moderne. Je suis fermement convaincu – et je sais qu'en cela mes amis africains me soutiennent sans réserve – que l'ONU ne peut fonctionner comme une somme d'entités indépendantes défendant chacune son fief et ses prérogatives. Il faut que nous joignons nos efforts, et c'est votre soutien – vous, membres africains de l'ONU, la Tunisie, le Mali, la Namibie, et vos amis, la Jamaïque entre autres – qui a permis de convaincre certains des plus traditionalistes parmi les membres du Conseil de sécurité, en particulier la Russie et la Chine, que le Conseil devrait examiner une question portant sur la santé. Ce sera, vendredi, la troisième des réunions consacrées à la santé et, comme vous le savez tous, le Conseil de sécurité a maintenant adopté une résolution sur la question.

Nous savons que les Africains veulent un conseil de sécurité qui soit réceptif, multidisciplinaire et utile. Les États africains sont les plus loyaux et les plus exigeants des Membres de l'Organisation. Votre loyauté est justifiée. Vos exigences le sont aussi. Nous – les États-Unis – et vous – le Groupe des États d'Afrique – avons en commun plusieurs objectifs majeurs : le premier est le succès du maintien de la paix. Cela signifie des opérations bien planifiées, fondées sur des mandats réalistes. Cela signifie des contingents mieux entraînés, mieux équipés et mieux préparés. Cela signifie un département du maintien de la paix plus réceptif à l'égard des pays qui fournissent des contingents. Je trouve absolument déplorable que le CCQAB ait supprimé le troisième poste de sous-secrétaire général qu'il était proposé de créer dans le Département. Je vois mal pourquoi il l'a fait, d'abord parce que la création de ce poste était prévue dans le rapport Brahimi – que tous les chefs d'État avaient approuvé lors du Sommet du Millénaire – et aussi parce que le CCQAB a supprimé le poste qui devait aller à un ressortissant de l'un des pays qui fournissent des contingents. Je ne comprends pas. De plus, certains membres du CCQAB eux-mêmes ressortissants de pays fournissant des contingents, prétendant qu'ils étaient des experts indépendants – ce que, je vous le garantis, ils ne sont pas – ont voté contre quelque chose qui était dans l'intérêt de ces pays. Nous avons donc M. Annabi, que nous respectons tous, et un Américain, Mike Sheehan, que vous apprendrez à connaître et dont vous apprécierez la compétence et qui sera très utile pour les relations avec le Congrès. Mais le troisième Sous-Secrétaire général devait être originaire d'un des pays qui fournissent des contingents, qui ne devait pas être l'un des membres permanents du Conseil, ni même nécessairement l'un des membres du Conseil de sécurité. Je vous en supplie, récupérez ce troisième poste de sous-secrétaire général. Vous en avez besoin.

Un département, qui est en quelque sorte le ministère de la défense de l'ONU, ne peut pas avoir seulement deux adjoints et 450 ou 500 personnes pour gérer des opérations dans le monde entier. Il faut séparer les questions militaires des questions de police, la logistique des opérations, la planification du personnel et, pour ce faire, vous avez besoin d'adjoints; je suis ravi que nous ayons maintenant un adjoint américain au Département sous les ordres de Jean-Marie Guehenno, mais nous avons besoin qu'un pays fournisseur de troupes soit représenté au niveau de Sous-Secrétaire général. J'espère donc qu'après mon départ, le Groupe africain poursuivra la lutte engagée quand on reviendra sur la question au mois de mai.

Notre deuxième objectif commun est de renforcer le maintien de la paix des Nations Unies en Afrique. Qu'il s'agisse du Congo – auquel je reviendrai dans une minute en raison des événements dramatiques qui se sont produits il y a quelques

heures –, de la Sierra Leone, de l'Éthiopie, de l'Érythrée, du Burundi, de la Somalie, de la Guinée-Bissau, du Soudan, du Sahara occidental, de l'Angola, de la République centrafricaine ou de la Somalie, nous partageons une conviction profonde : l'ONU doit être présente, en l'absence d'autres forces, et elle doit être dotée du personnel, des ressources et des mandats qui lui permettent de contribuer véritablement au règlement des différends. Les échecs du passé – nous savons tous de quoi je parle et où ils se sont produits – ne doivent pas être répétés. Or, ils le seront, à moins que l'ONU n'équipe mieux son personnel, ne mette en place des systèmes de communication clairs, les meilleurs possible, et fasse en sorte que tous conçoivent leur mission de la même façon. En Sierra Leone, par exemple, chaque pays voyait différemment la mission qui lui était confiée; les Guinéens, les Zambiens, les Nigériens, les Indiens et les autres s'en faisaient tous une idée différente. Les communications étaient inopérantes. Il y avait seulement trois personnes à New York pour superviser l'opération en Sierra Leone. Il ne faut pas que cela se reproduise. Nous devons tirer les leçons de nos erreurs. Rien n'est plus important, surtout pour l'Afrique. Et maintenant que le barème des contributions aux opérations de maintien de la paix a été modifié pour la première fois dans l'histoire, et que – je souligne ceci pour ceux d'entre vous qui n'étiez pas avec moi à Washington la semaine dernière pour entendre le Comité des affaires étrangères du Sénat – nous pensons que le plafond que les États-Unis se sont arbitrairement imposé en 1994 (25 %) sera relevé, il est temps d'accroître l'appui offert au maintien de la paix.

Au moment même où je vous parle, le général Powell est entendu par le Sénat avant d'être confirmé. On va lui poser la question. Le sénateur Helms et ses collègues ont fait savoir que, si la nouvelle administration accepte que le plafond soit remonté, ils seront réceptifs. Le sénateur Biden proposera de le remonter pour répondre à la générosité dont vous avez fait preuve en réduisant notre quote-part; nous allons remonter notre contribution, je l'espère, je le crois, et je me battrais pour que cela se fasse. Mais surtout, si cela se fait, tirez-en pleinement parti. Je vous en supplie. Rien n'est plus important pour l'ONU. Nul plus que l'Afrique n'en bénéficiera.

Notre troisième objectif commun est l'édification d'un système des Nations Unies qui réponde mieux aux besoins de ses éléments constitutifs. Par éléments constitutifs, je n'entends pas les fonctionnaires en poste ici ou à Genève – je veux dire les gens qui devraient bénéficier de chaque dollar, naira ou livre, offert par un contribuable et dépensé par l'ONU. Le Département des opérations de maintien de la paix doit être renforcé et élargi pour refléter la réalité : c'est l'un des plus importants ministères de la défense du monde. Le Secrétaire général adjoint, Jean-Marie Guehenno, est – comme je l'ai dit il y a un moment – à toutes fins utiles le Ministre de la défense ou le Ministre du maintien de la paix de cette grande Organisation et nous devons l'aider à mieux réussir; je vous supplie à nouveau de ne pas laisser des bureaucrates de troisième ordre, des gens qui ne suivent même pas les instructions de certains des ambassadeurs présents ici, se réunir au milieu de la nuit en séance privée pour vider de sa substance quelque chose d'aussi important que le rapport Brahimi. Il faut que M. Guehenno ait les moyens de s'acquitter de sa mission, ce qui compte plus encore pour l'Afrique que pour toute autre partie du monde, encore que cela compte aussi bien entendu pour le Timor oriental, le Liban, le Kosovo, la Bosnie, Chypre, et d'autres régions.

Notre quatrième objectif partagé est celui de la maîtrise du VIH/sida, ce qui exige plus de ressources et plus de transparence. Nous devons placer cette question

au premier rang de nos priorités et c'est pourquoi nous la gardons pour la fin et elle sera examinée notre dernier jour, vendredi.

Cinquièmement, nous partageons l'objectif qu'est le développement. Je n'ai pas l'intention de laisser le développement de côté et je veux souligner de nouveau – pour mes amis, surtout ceux du Groupe des Caraïbes et d'ailleurs qui ne sont pas directement touchés par le maintien de la paix – que les États-Unis n'ont pas fait passer le maintien de la paix à la place du développement, nous avons augmenté en même temps les montants que nous consacrons à ces deux questions. L'ONU a été fondée essentiellement pour éviter un nouveau conflit mondial. Dans le sens le plus étroit, elle a réussi – il n'y a pas eu de guerre mondiale depuis 55 ans – mais il y a eu un nombre innombrable de guerres plus circonscrites et, dans le même temps, nous avons dû faire face à un fardeau de développement de plus en plus grand que les fondateurs de l'Organisation ne pouvaient prévoir ni même imaginer.

L'ONU n'a pas les moyens de s'attaquer à un autre problème qui n'avait pas été prévu du tout par les fondateurs, le problème des États en déliquescence. C'est là un problème nouveau dans le domaine de la sécurité, peut-être le plus important du XXI^e siècle en Afrique, aux Balkans et dans certaines parties d'Asie.

Je vais maintenant passer à des questions particulières et parler brièvement de la Sierra Leone et du Congo. Malheureusement, l'année s'est terminée et une nouvelle année a commencé sans que nous puissions dire que les problèmes sont réglés. En Sierra Leone, il y a un élément positif : après la crise du printemps de l'année dernière, la situation s'est stabilisée; toutefois, on ne peut parler d'un équilibre acceptable. C'est un équilibre instable et je peux vous garantir que la situation ne peut que s'aggraver considérablement ou se redresser. Seulement, elle ne pourra se redresser que si l'ONU prend vigoureusement l'initiative. Si nous n'y touchons pas, le problème va tôt ou tard exploser.

J'aborderai maintenant brièvement la crise qui se déroule à Kinshasa à l'heure où nous parlons. Tandis que nous entrons dans cette salle, ce matin, la situation là-bas est extrêmement confuse et instable. Nous recevons des informations contradictoires et je ne pense pas qu'il soit utile de mentionner les dernières car je ne sais rien de plus que ce qui est publiquement disponible. Je souhaiterais toutefois faire une observation générale sur la situation au Congo. Je peux dire qu'aucun des dossiers sur lesquels j'ai travaillé au cours des 38 années que j'ai passées au service du gouvernement et dans le secteur privé n'a été aussi complexe ni aussi difficile. Il comprend plus d'intervenants qu'aucun autre et est extrêmement difficile à traiter. Je tiens à préciser un point. Le décès annoncé du Président Kabila modifiera certainement le paysage politique mais, de toute façon, le Congo devra s'engager sur la voie d'une transition pacifique et démocratique, qu'il ait survécu ou non – et les informations à ce sujet sont contradictoires –; les impératifs resteront inchangés. Nous devons tous collaborer activement avec le peuple congolais afin d'éliminer les divisions et de remplacer un régime arbitraire par un gouvernement largement représentatif, incluant tous les éléments de la société.

L'Accord de cessez-le-feu de Lusaka, qui a été signé avant que je prenne mes fonctions, constitue un point de départ logique pour ce processus et un plan rationnel et intelligent; je félicite à ce sujet le Président Chiluba du rôle dirigeant qu'il a joué dans ce contexte. Mais soyons francs : tous les signataires sans exception ont violé les dispositions de ce document. Si l'Accord doit être restructuré pour être appliqué, qu'il en soit ainsi. Mais chaque fois que nous mentionnons le moindre chan-

gement, tout le monde s'écrie : « Il est impossible d'en modifier certains éléments, sinon il faudra tout changer »; c'est pourquoi nous nous en sommes tenus au document initial, lequel n'a pas été appliqué. Où en sommes-nous aujourd'hui? Le Secrétaire général de l'ONU, conformément à la résolution pertinente du Conseil de sécurité, a décidé de ne pas déployer les 5 537 hommes qui constituaient les effectifs autorisés. C'était, à mon avis, une sage décision, mais c'est une décision que de nombreux Africains déplorent, et cela se comprend. Toutefois, si les signataires de Lusaka n'assument pas les obligations qui leur incombent aux termes du plan de retrait et de démobilisation, si le gouvernement Kabila n'engage pas un dialogue au niveau national, comment le Secrétaire général pourrait-il envoyer des forces de maintien de la paix des Nations Unies qui seront confrontées à une situation intenable où leur vie sera en danger et où l'ONU a perdu plus d'agents de maintien de la paix que dans tout autre pays au cours des 40 dernières années. De deux choses l'une : ou bien il faut appliquer l'Accord de Lusaka, ou bien il faut le modifier. Quelle que soit la situation à Kinshasa, il faut relancer le dialogue national. Il est essentiel que les forces étrangères qui occupent de vastes secteurs du Congo mettent un terme à leurs attaques. Ils ne devraient pas chercher à exploiter les événements de Kinshasa pour étendre leur présence, ni intervenir dans le processus politique interne à Kinshasa. Il faut que les Congolais qui ont pris les armes, tout comme leurs compatriotes qui ont choisi l'opposition non armée, puissent jouer un rôle dans la vie politique du pays.

La crise en Afrique de l'Ouest, à laquelle je me référerai maintenant, est également digne d'attention. En premier lieu, la Guinée était naguère une colonie française, la Sierra Leone une colonie britannique et le Libéria, comme vous le savez, entretenait une relation spéciale avec les États-Unis depuis sa création. Ces trois pays sont maintenant dans un état déplorable et aucune des grandes puissances du siècle dernier ne devrait considérer avec fierté le rôle qu'elle a joué dans chacun d'eux. Toutefois, il faut tenir compte des réalités actuelles, même après avoir examiné leurs racines historiques, ce qui est également vrai, me semble-t-il, du Congo. Tant que le Libéria, la Sierra Leone et la Guinée ne seront pas gouvernés au nom de leurs peuples et dans leur intérêt, les insurrections armées sembleront inévitables. Je mentionnerai un troisième aspect de la crise en Afrique de l'Ouest – le non-respect de la tradition africaine de non-intervention militaire dans les États voisins – et rappellerai à ce sujet l'angoisse du Président Nyerere, personnalité remarquable, aujourd'hui décédé, au sujet de la décision de renverser le régime brutal d'Idi Amin en Ouganda, confronté à un conflit entre son attachement profond aux règles de l'OUA et son indignation morale devant les excès de ce gouvernement. Il est finalement intervenu pour des raisons morales, mais avec la plus extrême réticence. Mais aujourd'hui, alors que nous regardons le monde et l'Afrique, nous constatons que certains dirigeants africains se lancent dans des interventions sans grande retenue, et toujours pour de mauvaises raisons, par intérêt personnel ou par appât du gain pour eux-mêmes et leur entourage, tout en laissant en place des dirigeants corrompus et odieux.

Quatrièmement, la communauté internationale doit permettre à toutes les parties à ces conflits d'accepter des règlements négociés, mais si l'une d'elles fait preuve de mauvaise foi, nous devons demander à l'ONU de renoncer à son impartialité. C'est en l'occurrence ce qui s'est produit en Bosnie. L'Organisation est demeurée neutre beaucoup trop longtemps entre les opprimés et les oppresseurs, les agresseurs et les victimes. Son échec en Bosnie a été si complet que les États-Unis

ont dû organiser une intervention de l'OTAN et l'écartier afin d'instaurer la paix en Bosnie. Je déplore ce qui s'est passé, bien que j'y aie joué un rôle central, mais je ne l'ai pas regretté. C'est moi qui ai dit à l'Organisation qu'elle ne pouvait envoyer de représentants à Dayton pour les négociations, ce qui m'a été difficile, car je suis très attaché à l'ONU en tant qu'institution; mais elle avait laissé échapper les possibilités d'action qui lui étaient offertes. Soyons francs sur la situation dans des pays comme la Sierra Leone. Reconnaissons que, si une partie est la cause principale du problème, l'ONU doit prendre parti.

Je me félicite à ce sujet que des résolutions aient été adoptées l'an dernier sur les diamants et d'autres questions, qui exercent des pressions sur les pays qui, à notre avis, sont les principaux responsables de la situation. La Sierra Leone est dotée d'un Gouvernement fragile mais démocratiquement élu, qui s'efforce, malgré des obstacles considérables, de réprimer l'un des mouvements insurrectionnels les plus odieux du monde, le RUF, soutenu par un membre de la communauté internationale, fondateur de l'OUA, qui naguère était fier et respectait la légalité. Il est à déplorer que le Gouvernement de ce pays ait abandonné ces idéaux. Nous le regrettons mais, à notre avis, il n'existe pas d'autres possibilités que d'accroître les pressions sur les dirigeants qui, comme Slobodan Milosević en Yougoslavie, sont la principale cause de ce problème.

Laissons maintenant de côté les crises au Congo, en Angola et en Sierra Leone pour aborder les perspectives plus générales sur les 18 derniers mois en Afrique.

Le Président Rawlings du Ghana nous a récemment rappelé, tandis qu'il supervisait le déroulement d'une élection démocratique qui a inspiré le monde, que l'Afrique devait entendre davantage de discours de dirigeants renonçant volontairement au pouvoir. Nous avons entendu de telles paroles de divers présidents africains – les Présidents Senghor et Diouf du Sénégal, Kaunda de Zambie, Nyerere et Mwinyi de Tanzanie, Masire du Botswana et, bien sûr, le révérend Président Mandela d'Afrique du Sud. Mais de tels discours ne sont pas encore très fréquents en Afrique et ailleurs. J'espère, quant à moi, qu'un jour une transition pacifique et démocratique, comme celle qui a été louée, à juste titre, au Ghana, ne sera plus un événement exceptionnel.

J'aborderai maintenant la difficile question de savoir pourquoi certains gouvernements africains et la communauté internationale n'ont pas servi les intérêts des peuples d'Afrique aussi bien qu'ils auraient pu le faire. C'est une question très délicate car vous tous qui êtes réunis dans cette salle, que vous soyez ou non d'accord avec moi, êtes profondément attachés à vos pays respectifs et au continent africain. Mais nous devons reconnaître que nous pouvons faire plus pour les peuples africains.

Une phrase que j'entends souvent à l'ONU est celle-ci : « Les problèmes africains requièrent des solutions africaines ». Je l'utilise moi-même souvent en ce qui concerne des questions comme l'Accord de Lusaka. Mais quels que soient son objet et sa signification en Afrique, cette même phrase est parfois utilisée par les Occidentaux pour justifier leur inaction. Pour eux, c'est aux Africains de régler leurs propres problèmes. Je rejette catégoriquement une telle interprétation. Le monde extérieur a en effet l'obligation de collaborer avec les dirigeants africains, afin de trouver une solution à leurs problèmes. Pour moi, cette phrase signifie que nous ne devons plus jamais revoir d'événements comme la Conférence de Berlin de 1884 lors de laquelle les étrangers ont morcelé l'Afrique, compte tenu de leurs propres

intérêts. Mais cela signifie également que l'idéal panafricain ne sera jamais atteint s'il est fondé sur l'isolationnisme.

Je pense que l'idée suivant laquelle les problèmes africains doivent recevoir des solutions africaines devrait signifier que la communauté internationale aidera les Africains qui jouent un rôle de premier plan dans le règlement des problèmes du continent. Nous en avons de nombreux exemples; je mentionnerai les Présidents Wade du Sénégal, Konaré du Mali, Chiluba de Zambie, Chissano du Mozambique, Bouteflika d'Algérie, Guelleh de Djibouti, Mbeki d'Afrique du Sud, Bongo du Gabon et Obasanjo du Nigéria. Je suis très fier d'avoir fait la connaissance de la plupart de ces dirigeants – à titre individuel et comme amis. C'est pour moi une grande joie de connaître des hommes d'État de premier rang comme les Présidents Konaré, Obasanjo, Mbeki, Masire, Chissano et d'autres qui président aux destinées de l'Afrique et devraient constituer des figures emblématiques pour les autres pays.

Mais la phrase « les problèmes africains requièrent des solutions africaines » ne devrait pas signifier « donnez-nous votre argent mais épargnez-nous vos conseils »; elle devrait impliquer un partenariat et une interdépendance à mesure que l'Afrique s'intègre dans le système mondial. Je ne pense pas que l'Afrique soit différente. On m'a souvent dit ici, avant que j'arrive, en particulier des experts africains, que l'Afrique était unique et différente. Mais j'avais également travaillé en Asie et en Europe et on m'avait dit aussi que l'Asie était différente, de même que l'Europe. Bien sûr, chaque pays est unique, chaque individu est unique. Mais les problèmes ne le sont pas. J'ai surpris mes amis africains lorsque je leur ai dit cela après le voyage que les membres du Conseil de sécurité ont effectué en mai dernier. Mais lorsque je leur ai dit que tous les problèmes auxquels nous étions confrontés au Congo, en Éthiopie-Érythrée et dans d'autres parties de l'Afrique présentaient des similarités avec ceux de l'Europe et de l'Asie, et étaient parfois structurellement identiques, je ne voulais pas leur manquer de respect. Cela signifie qu'il existe des problèmes universels ayant des caractéristiques spécifiques et locales et qu'ils doivent être réglés de cette manière.

Il va falloir examiner avec objectivité les obstacles qui entravent l'évolution de l'Afrique, si l'on veut que le continent et l'OUA, ainsi que d'autres organisations, comme la CEDEAO et la SADC – deux institutions avec lesquelles j'ai maintenu des liens très étroits – prennent leur place aux côtés de l'Union européenne, de l'ASEAN, de l'OEA et de l'ALENA et d'autres groupes régionaux. Je pense que cela est possible, et que ce devrait être l'objectif pour l'Afrique.

Je serai tout à fait franc et honnête avec vous. Je ne pense pas que l'Afrique et son grand peuple aient été bien servis par certains de leurs dirigeants et institutions. L'OUA est une grande institution qui a une longue histoire. J'ai le plus grand respect et beaucoup d'affection pour mon ami Salim Salim, votre Secrétaire général, mais en tant qu'organisation, l'OUA n'a pas toujours répondu aux attentes au cours des dernières années. Lorsque la libération était à l'ordre du jour, l'organisation était unie et a apporté une contribution décisive et historique à cette période. Les architectes de la décolonisation étaient tous étroitement liés à l'OUA; on mentionnera parmi les plus grands Nyerere, Nasser, Nkrumah, Touré, Ben-Bella et Khama. Toutefois, si l'idéologie de la période de la libération demeure l'élément moteur de l'organisation, alors que nous entrons dans un nouveau siècle, l'institution deviendra simplement le musée de l'histoire du nationalisme africain.

L'OUA a récemment pris la décision historique de ne pas accepter parmi ses membres de gouvernements installés par des moyens inconstitutionnels. Cela a déjà eu un impact positif sur la situation en Côte d'Ivoire et aux Comores. L'organisation pourrait peut-être élargir cette décision pour inclure les gouvernements qui se maintiennent au pouvoir par des voies non constitutionnelles ou qui violent les sanctions internationales sur les diamants ou fomentent des guerres civiles dans leur voisinage? Au lieu de laisser aux gouvernements la faculté d'agir comme ils l'entendent dans leur propre pays, l'OUA pourrait prendre l'initiative de promouvoir l'intégration économique et politique.

Lorsque l'Afrique est unie derrière ces idéaux – idéaux que vous exposez dans toutes vos déclarations – l'unité est une force puissante encourageant l'adoption d'un programme d'action au niveau régional. Toutefois, lorsqu'elle refuse de critiquer l'un des siens ou lorsqu'elle affirme que ses orientations sont identiques à celles du Mouvement des pays non alignés ou du Groupe des 77, l'unité devient alors un obstacle; elle peut devenir le plus petit dénominateur commun entravant tout progrès. Je considère que l'une des tâches prioritaires du Groupe des pays africains – qui joue maintenant un rôle majeur sur la scène mondiale – consiste à redéfinir la notion d'unité comme moyen de promouvoir et de défendre les valeurs démocratiques communes.

Je voudrais maintenant vous soumettre une idée qui, je suppose, suscitera des critiques. Après avoir assumé pendant 18 mois les fonctions de représentant des États-Unis auprès de l'ONU, je suis parvenu à une conclusion dont je vous ferai part aujourd'hui et qui, je le sais, sera controversée. Je ne m'attends pas à ce que vous y souscriviez, et, même si vous êtes d'accord, je ne pense pas que vous puissiez le dire publiquement à ce stade. Mais j'espère que vous y réfléchirez au cours de l'année à venir. Je vous l'expose dans le cadre du respect mutuel entre amis et je vois de nombreux amis dans cette salle!

Je demanderai respectueusement aux pays africains représentés ici de réexaminer leur association avec le Mouvement des pays non alignés, qui actuellement n'est pas un ami de l'Afrique. Vos objectifs sont différents des siens. Cette question a été habilement, en fait brillamment, « modulée » par le fait que le Président du Mouvement est également l'Ambassadeur d'Afrique du Sud, mon grand ami Dumisani Kumalo, qui a fait un travail remarquable dans ce contexte; mais dans tous les domaines, au lieu de promouvoir les intérêts de l'Afrique, le Mouvement se fonde sur des considérations extérieures. L'Afrique est ainsi contrainte, par solidarité avec lui, de soutenir des positions qui ne sont pas dans ses intérêts. Il s'agit d'une anomalie historique.

Le Mouvement des pays non alignés compte maintenant parmi ses membres certains des fondateurs de l'OUA. Vous connaissez tous ses origines; il s'est organisé à Bandung, en 1955, une époque très différente, marquée par la guerre froide, qui était à son paroxysme, avec des hommes comme Chou En Lai et Tito, Sukarno, Nkrumah et Nasser. Mais nous sommes en 2001 et je ne vois pas un seul dossier où les positions du Mouvement aient servi les intérêts du Groupe africain. Vous affaiblissez votre voix en tant qu'OUA, que Groupe africain, en vous associant avec un groupe dominé par des radicaux non africains, qui ne comprend qu'un ou deux membres africains, ne représente pas les intérêts de vos peuples et est obsédé par d'autres questions. Le Groupe des 77 est légèrement différent car il s'occupe essentiellement des questions économiques. J'ai des difficultés avec ce groupe car cer-

tains de ses membres n'étaient pas véritablement des pays en développement; de ce fait, la controverse au sujet du barème des quotes-parts qu'il a provoquée a souvent pris un caractère très singulier car la position du Groupe des 77 était définie par ses membres les plus riches qui ne tenaient pas compte des intérêts des plus pauvres. Mais je comprends l'utilité de son action car la question du transfert des ressources est une question légitime et importante qui mérite votre attention continue.

Toutefois, le Mouvement des pays non alignés devrait, à mon avis, ou bien disparaître en tant que groupe séparé, ou fusionner avec le Groupe des 77; sinon, vous devriez envisager de prendre vos distances vis-à-vis de lui – mais je reconnais que c'est une question qui devrait être examinée au plus haut niveau. Vous pourrez ainsi protéger les intérêts africains et cesser d'être contraints par moins de 10 États radicalisés de prendre des positions contraires à vos intérêts. Chaque pays représenté dans cette salle est membre des deux groupes et je sais que ma recommandation est lourde de conséquences. Mais je quitte mes fonctions dans trois jours et je voulais vous soumettre cette proposition comme un sujet de réflexion.

Tous ceux qui ont travaillé avec moi savent qu'au cours des 17 mois pendant lesquels j'ai été en fonctions, j'ai à diverses reprises exposé des positions qui, au début, ont été jugées subversives ou corrosives, mais après en avoir parlé pendant plusieurs mois et réfléchi à ce sujet, nous parvenions à des compromis acceptables. Si je restais encore un an à mon poste, je formulerais la même proposition mais de manière moins directe. J'en parlerais ensuite avec chacun de vous pour déterminer sa viabilité mais, comme cela est impossible, je voudrais simplement que vous y réfléchissiez. Compte tenu de vos responsabilités – ici, je m'adresse seulement à mes amis africains et non aux ambassadeurs non africains ici présents, bien qu'un grand nombre d'entre eux figurent parmi mes plus proches amis –, vous devriez examiner les raisons pour lesquelles les autres associations, et notamment le Mouvement des pays non alignés, affaiblissent vos préoccupations principales. C'est votre institution. L'Afrique deviendra une force dominante dans le monde, si vous le souhaitez. Pensez donc à l'Afrique et ne permettez pas qu'on se serve de vous pour d'autres questions qui concernent d'autres régions du monde, représentent le combat d'autres peuples, et sont l'héritage de la lutte contre le colonialisme ou de la guerre froide ou du radicalisme persistant dans quelques pays anachroniques.

Je tiens à ce sujet à rendre à nouveau hommage à S. E. M. Kumalo, qui, à la direction du Mouvement des pays non alignés, a rendu possible l'examen de cette question. Si elle avait été envisagée différemment, cela aurait pu compliquer la situation encore davantage.

En conclusion, je pense que la sécurité de l'Afrique, son bien-être et sa liberté sont en fin de compte aussi importants pour nous tous qu'ils le sont pour les Africains eux-mêmes. Les visionnaires qui ont créé l'ONU étaient des gens qui transcendaient les notions traditionnelles d'intérêt et de sécurité nationale. Ils ont reconnu que la sécurité et la prospérité étaient des concepts globaux et ne pouvaient exister isolément. Les représentants des États africains ici à New York ont toujours su qu'individuellement, il leur était difficile de faire entendre leur voix, sauf peut-être pour les quatre plus grands qui sauront toujours se faire entendre, mais pour les pays plus petits, une voix collective est essentielle et plus ils seront nombreux à unir leur voix, plus elle portera. Pendant la durée de mon mandat à l'ONU, vous m'avez accordé l'honneur singulier de m'adresser à vous à titre personnel et en tant que groupe et, de plus en plus, comme ami. Dans les deux cas, votre message est un

message de foi dans l'Organisation, d'espoir en ce qui concerne le rôle des États-Unis et d'urgence au nom de vos peuples.

Parlant à titre personnel, je vous assure que j'ai entendu votre message et que je continuerai d'y prêter attention après mon départ. J'ai l'intention de continuer de m'occuper activement des questions africaines et je compte maintenir un dialogue avec tous ceux qui le souhaiteront. J'espère continuer à voyager en Afrique et développer les merveilleuses amitiés que Kati et moi-même avons forgées au sein du Groupe des pays africains avec vous tous, à titre personnel et parmi les nombreux Américains qui se préoccupent de l'Afrique. J'espère que vous continuerez de me compter parmi ceux qui luttent pour qu'une attention prioritaire soit accordée à l'Afrique – raison pour laquelle je ne m'adresse qu'au Groupe africain et non pas aux autres groupes régionaux, alors que je quitte mes fonctions – et de me considérer comme l'un des Américains de plus en plus nombreux qui comprennent l'importance de l'Afrique et se préoccupent du continent, de ses problèmes et surtout de son peuple. Avant toute chose, j'espère que vous continuerez de me considérer comme votre ami.

Je vous remercie.
